

FNE PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR | RESEAU EAU

NOUVELLE DONNE DE L'EAU

NOTE D'ENJEUX | MAJ 22.03.2023

Lors du comité régional sécheresse de décembre 2022, FNE Provence Alpes Côte d'Azur a souligné différents points, leçons que notre mouvement tire de la sécheresse de 2022 mais aussi des évolutions observées les années précédentes.

Ce comité interdépartemental, de mars 2023, survient à la fois tôt dans l'année – signe d'une situation problématique pour la saison à venir – et tard :

- le comité régional sécheresse ne s'est réuni que très peu et très tard en 2022,
- l'automne 2022 puis l'hiver 2022/23 ont été / sont très secs, des Arrêtés Préfectoraux de restriction des usages de l'eau ont été pris déjà mi-février (départements du Var et des Bouches du Rhône), et le comité sécheresse à une échelle supra-départementale ne se réunit que mi-mars...

La présente note contribue à l'anticipation de la probable sécheresse 2023.

FNE Provence Alpes Côte d'Azur souhaite aussi, et peut-être surtout, mettre l'accent sur le problème de fond qui nous est collectivement posé. **Ce n'est pas qu'une crise qu'il nous faut anticiper ; la succession des crises appelle un changement profond de notre approche de la ressource en eau, de son cycle et par conséquent de tout notre système.**

La présentation de la ressource en eau en tant que cycle a donné jusqu'à présent l'illusion d'une ressource inépuisable. Ce n'est pas ou plus le cas, et nos pays tempérés commencent à percevoir les multiples facteurs influençant ce "cycle" : répartition dans le temps et dans l'espace, qualité des sols (infiltration plus ou moins facile), couvert végétal (influence sur la "consommation" d'eau, sur l'évapotranspiration...), température et évaporation, etc. Le changement climatique accentue les effets des prélèvements (parfois) inconsidérés que nous effectuons depuis des décennies.

Les certitudes que nous croyions avoir sont ébranlées : l'été 2022 a montré que le système Durance – Verdon n'est pas le système sécurisé tant vanté par les gestionnaires. On estime par ex. que la fonte de l'ensemble des glaciers des Ecrins ne suffirait pas à remplir le réservoir de Serre-Ponçon... Ce phénomène est actuellement masqué par la fonte des glaciers, qui entraîne une Durance encore haute, toutefois nous prenons peu à peu conscience que le remplissage aujourd'hui de Serre-Ponçon ne s'appuie plus que sur les précipitations (pluvieuses ou neigeuses) de l'année en cours...

Au regard de ce constat, FNE Provence Alpes Côte d'Azur appelle à considérer une nouvelle donne de la ressource en eau, et donc à **passer d'une seule gestion de crise (gestion de la sécheresse) à une nouvelle gestion intégrée de la ressource en eau, qui compose avec le paramètre "changement climatique" et avec ses conséquences** (sur le cycle de l'eau, sur les besoins des milieux et leurs capacités de stockage naturel de l'eau, sur les usages anthropiques).

Cette nouvelle gestion implique selon nous de travailler en particulier sur les points suivants.

1. **Révision de l'ensemble des PGRE de notre région en s'appuyant sur des données récentes.**

Cela permettra d'inclure les évolutions dues au changement climatique dans les diagnostics / perspectives d'évolution des territoires et dans les plans d'action découlant de ces diagnostics.

Dans tous les territoires, et notamment dans ceux non dotés de SAGE, cette révision doit viser un objectif de meilleur usage / partage de la ressource, entre les usages anthropiques mais aussi et surtout avec les milieux. Ces derniers sont des "usagers" d'autant plus importants que les équilibres naturels (garants de la qualité de l'eau) sont eux aussi fortement affectés par les modifications climatiques et que nos sociétés sont basées sur ces milieux et les "services" écosystémiques qu'ils nous rendent (bien indépendamment de leur volonté...).

Le Plan Bassin d'adaptation au changement climatique constituera un guide pertinent pour cette révision, travail qui nécessitera d'y passer du temps mais indispensable pour prendre les décisions les plus adéquates.

2. **Mise en place d'un suivi de la ressource tout au long de l'année** : suivi hydrologique, suivi des nappes, suivi des consommations, suivi de la qualité...

Des suivis des débits des cours d'eau sont réalisés pour évaluer les stades de déclenchement des restrictions en cas de sécheresse. Ces suivis sont à notre sens à étendre

- sur un plan géographique (compléter les installations de suivi notamment sur les hauts bassins versants comme la Durance en amont de Serre-Ponçon, densifier le réseau existant)
- sur un plan temporel (suivre les cours d'eau toute l'année, et connaître ainsi également les étiages hivernaux et plus généralement les évolutions des débits)
- sur le plan des usages eux-mêmes, tous usages confondus, afin de mieux connaître nos consommations, nos réels besoins et les domaines dans lesquels nous pouvons plus ou moins facilement résorber nos consommations.

3. **Mise en place de débits réservés sur les sources, révision à la hausse des débits réservés sur les cours d'eau** pour tenir compte de leurs besoins face à la nouvelle donne climatique et hydrologique, **respect des débits réservés (fin des dérogations).**

Les débits réservés restent encore trop souvent la variable d'ajustement face au manque d'eau. Ils se veulent pourtant une garantie de respect des milieux (incluant donc le vivant, les sols, les nappes...), autant d'éléments eux-mêmes garants de la résilience de la vie... et donc de nos activités.

Il apparaît donc dangereux à moyen ou long terme de condamner les milieux en ne respectant pas *a minima* leur fonctionnement et leurs besoins, dans la mesure où ces mêmes milieux subviennent à nos propres besoins (ex : la sécheresse pédologique met à mal notre agriculture...).

A l'instar des PGRE/PTGE, ces débits réservés doivent être respectés – aucune dérogation ne doit plus être possible – et idéalement revus à la hausse pour tenir compte des effets du dérèglement climatique sur les milieux.

Enfin, et pour des raisons similaires de préservation de la ressource (non-accaparement d'un bien commun) et des milieux, notre fédération demande que des débits réservés soient définis de même sur les sources, jusqu'à présent exemptées.

Ce plus grand respect des débits réservés pourra être atteint avec la mise en place de contrôles effectifs et efficaces. La police de l'environnement est certes mobilisée, mais les effectifs dans les services de l'Etat et à l'Office Français de la Biodiversité ne sont pas suffisants pour permettre une bonne couverture des territoires.

Ces services gagneraient à être renforcés et à bénéficier de l'appui de la police nationale et de la gendarmerie.

4. Harmonisation / élargissement de la portée des restrictions d'usage de l'eau, et communication claire de l'Etat sur ce point.

Au regard des observations faites en 2022, il apparaît nécessaire de réviser les Arrêtés-Cadres et les Arrêtés "sécheresse" pour que les restrictions s'appliquent indifféremment à tous les usages de l'eau, quelle que soit l'origine de l'eau (eau prélevée dans le milieu, dans les nappes ou dans un réservoir de stockage, tout genre ou toute taille confondus). Cette application peut paraître plus stricte, mais elle répond à de nombreux enjeux :

- Enjeu d'économies d'eau (disposer d'un réservoir n'incite pas aux économies d'eau) et d'aménagement du territoire (éviter la multiplication de bassines qu'on ne pourra pas remplir faute de précipitations),
- enjeu de lisibilité des restrictions par les citoyens,
- et souci d'égalité/équité de ces mêmes citoyens devant la loi.

5. Démarrer une réflexion / un dialogue visant à **définir quels usages économiques apparaissent comme prioritaires pour la société, et comment accompagner la transformation des usages et l'évolution des acteurs** vers de nouvelles pratiques ou de nouvelles activités.

Dans cette nouvelle ère climatique et hydrologique qui s'ouvre, nous devons appliquer plus fermement la priorisation des usages établie par la loi¹ et la préciser pour ce qui concerne les "usages économiques". Quels usages nous voulons faire de l'eau ? Quelle priorisation des usages économiques, et au sein de ces usages, comment prioriser les activités à qui accorder prioritairement l'eau qui restera disponible ? A des milieux vivants et à une agriculture vivrière adaptée ? à produire de l'énergie, des productions destinées à l'exportation ? à des usages de loisirs (laver nos bateaux, nos voitures, remplir nos piscines, arroser nos golfs...) ?

Au bénéfice et au détriment de quelles parties de nos sociétés ? Quel aménagement plus sobre du territoire imaginer, qui donne un accès à l'eau à toutes et tous, dans le respect de la dignité humaine, qui redonne une place à l'eau et aux milieux dans nos villes et villages, et tout à la fois qui réserve les ressources aux besoins les plus vitaux ? Quelle solidarité montrer envers ceux qui ne pourront plus, ou moins, vivre des usages qu'ils avaient de l'eau ? Comment accompagner les profondes modifications de pratiques ?

À nous d'imaginer un nouveau contrat social et écologique de l'eau, mettant en avant les solutions fondées sur la nature et l'adaptation de nos pratiques avant tout nouvel aménagement ou ouvrage...

FNE Provence Alpes Côte d'Azur appelle l'Etat et l'ensemble des acteurs à un vrai débat de société autour de ces enjeux, en toute sincérité et dans le respect et l'écoute mutuelle.

Les instances locales, départementales et régionales de l'eau sont des lieux où mettre en place, poursuivre ou reprendre le dialogue. Elles doivent rechercher une composition aussi équitable que possible, associer tous les acteurs concernés, y compris les consommateurs et les associations de défense de l'environnement. Elles ont des moyens pour prendre en compte les évolutions passées, les réalités actuelles et pour mesurer la difficulté des travaux qui nous attendent. Seuls une approche complète, globale, le dialogue et un travail collectif pour élaborer un ensemble de solutions de gestion de l'eau nous permettront de trouver la motivation de **partager les efforts, le bon sens** et l'inventivité nécessaires à notre adaptation.

¹ [Art. L211-1 II](#) du Code de l'environnement.